

Migrations

Le vrai et le faux

Les migrants font-ils peur ou pitié? Au-delà des slogans et des clichés brandis par le politique, nous avons interrogé les faits et les chiffres. Et nous sommes tombés en zone grise, sur une Belgique angoissée, énervée et fracturée en deux. - Texte: Catherine Emens -

L faut choisir entre la sécurité sociale et l'ouverture de nos frontières", a clamé Bart De Wever (N-VA) dans une carte blanche très bruyante. "Démagogie", a retiqué Paul Magnette (PS) dans une autre tribune qui a fait la une. "Il y a une inquiétude généralisée et c'est assez compréhensible", reconnaît Jean-Michel Lafleur, directeur adjoint du CEDEM à l'Université de Liège. Les images des petites barques surchargées qui échouent en pleine mer font peur. "Mais cette inquiétude n'est pas nécessairement une opposition totale."

En revanche, "il existe aujourd'hui une polarisation de l'opinion publique entre l'accueil et la résistance, entre une Belgique généreuse et une protection des frontières." Sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook, où le débat s'est déplacé, on doit recenser quelques accès de rage. La population belge est déchirée et la communication coupée entre les deux camps, généralement aussi mal informés l'un que l'autre. Voici donc quelques clés pour tenter d'y mettre enfin un peu d'objectivité.

Les Belges ne veulent pas des migrants. Vrai et faux.

Il n'y a pas que Bart De Wever qui "croit" que les migrants sont un poids pour notre sécu. Le prési-

dent de la N-VA agite là une opinion plus répandue chez les Belges qu'ailleurs en Europe. 50 % des Belges pensent que les immigrés "prennent" les services sociaux des citoyens du pays. De tous les pays européens sondés par IPSOS-GLOBAL en novembre 2016, c'est le taux négatif le plus élevé. 37 % des Belges estiment aussi que les immigrés accaparent les emplois des citoyens du pays. Les Belges sont globalement défavorables à la migration même s'il y a des nuances. Seuls 4 % des Belges ne veulent plus un seul migrant sur le territoire. "L'opinion défavorable varie suivant le type de migration. L'opposition cible surtout les musulmans et encore plus les Roms", explique Jean-Michel Lafleur. Les profils ouest-européens sont moins rejetés.

Nous sommes face à une invasion migratoire. Faux, mais...

La crise actuelle de l'asile a culminé en 2015 avec 35.500 demandes d'asile. En 2016 et 2017, on est retombé autour de 17.000 demandes. Par contre, le taux de reconnaissance du statut de réfugié est aujourd'hui plus élevé, autour de 70 %. "Dans les pays à hauts revenus, le nombre de migrants a augmenté beaucoup plus rapidement que la population. Il est donc légitime que la question de l'immigration se soit imposée progressivement comme l'une des préoccupations majeures du monde politique et académique, et comme une source de crainte dans la population", explique Frédéric Docquier, économiste à l'UCL et expert en migration.

La Belgique compte 5.976 demandeurs d'asile par million d'habitants. Pile dans la moyenne européenne. Autre chiffre pour remettre à l'endroit cette angoisse d'invasion et d'accueil de toute la misère du monde (ou du Soudan): le nombre de demandeurs d'asile représentait en 2016 0,14 % de la population. Par ailleurs, le phénomène d'appel d'air si on accueille trop de migrants, argument massue brandi par Théo Francken, ne

repose sur aucune preuve scientifique. Jean-Michel Lafleur est formel: l'appel d'air est un chiffon rouge agité pour énerver les gens mais qui ne s'est, du moins jusqu'ici, jamais vérifié dans les faits. Une part importante de la population relaye pourtant cette croyance et n'en démord pas.

Les migrants sont moins qualifiés. Vrai, mais...

Le "bon sens" donne raison sous certains aspects aux Belges qui auraient peur de la migration pour des questions de sécurité sociale. L'immigré est moins qualifié que le natif: 55 % des immigrés de 35 ans sont faiblement qualifiés contre 39 % pour les natifs du même âge. Et les immigrés sont deux fois plus souvent au chômage que le reste de la population. Ils ont, en outre un plus grand nombre d'enfants: le taux de fécondité des femmes immigrées est de 2,6 enfants par femme contre 1,8 pour les natives. Ces derniers chiffres valent pour la France, mais ils donnent une perspective. →

→ *"L'intérêt de la Belgique devrait être que les migrants rentrent le plus rapidement possible sur le marché du travail", signale Jean-Michel Lafleur. "Il est préconisé de leur accorder rapidement le droit de travail et d'organiser des formations professionnelles et de langue. Les enjeux de l'intégration sont importants. Les pratiques discriminatoires, l'intolérance et le racisme conduisent les immigrés à se ghettoïser et à rejeter les normes et valeurs de leurs pays d'accueil. Alors qu'une meilleure gestion des différences permettrait sans doute de maximiser les complémentarités et les gains de la diversité", plaide Frédéric Docquier.*

Les politiques d'intégration incombent aux régions qui doivent organiser les parcours d'intégration, dans un jeu où le Fédéral mène la danse. Mais la N-VA, elle, s'est emparée du sujet en Flandre, pour le pire: la ministre flamande Liesbeth Homans (N-VA) a réduit le budget temporaire accordé à l'Agence flamande pour l'intégration

civique "en raison de l'afflux de réfugiés". Un quart du personnel de l'agence doit partir. Cette agence dispense notamment des cours de base de néerlandais, permet une première rencontre avec la société flamande et belge, et offre un accompagnement dans la recherche d'emploi ou d'études. Inquiétant.

Les migrants coûtent de l'argent. Vrai et faux.

Si l'impact financier des migrants varie avec leur taux d'emploi et leur niveau d'éducation, il faut aussi tenir compte de l'âge. Et les immigrés sont plus jeunes. Il y a effectivement des postes pour lesquels les migrants représentent un coût: il faut ouvrir des centres, donner des repas et des soins médicaux. Le coût pour les finances publiques s'est élevé en 2015 à 300 millions d'euros, soit 0,14 % de l'ensemble des dépenses des administrations publiques. Et, si les migrants sont légèrement surreprésentés dans les revenus d'intégration, étant plus jeunes, ils représentent une charge beaucoup moindre du point de vue des pensions. Si on fait la balance, elle est même positive, calcule Jean-Michel Lafleur.

Pour Frédéric Docquier, il n'est même pas clair que le stock d'immigrés réguliers soit néfaste pour les finances publiques. Selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), l'effet fiscal net de l'immigration est même positif, et varie entre 0,76 et 0,96 % du PIB si on se concentre sur les taxes et transferts sociaux. *"L'État effectue d'autres dépenses que des transferts sociaux. Si on suppose que les dépenses publiques non individualisables (par exemple les routes, la justice, la politique étrangère, etc.) augmentent avec la taille de la population, l'effet fiscal de l'immigration devient quasi nul (0.06 %)."*

Autre chiffre, selon la Banque nationale de Belgique, le coût fiscal des vagues de réfugiés 2014-16 en Belgique s'élève à -0,04 % à court terme et devient positif après 5 ans (+0,03 % du PIB). Les réfugiés et demandeurs d'asile engendrent donc en effet des coûts dans un premier temps. Mais ces coûts sont limités et sont compensés dans un second temps en termes d'impôts et de consommation. *"Il faudrait des changements très importants dans la politique d'immigration, par exemple des immigrés moins jeunes, moins qualifiés, plus permanents, ou alors un afflux phénoménal de réfugiés pour que l'effet fiscal ne devienne significativement défavorable", conclut Frédéric Docquier. ✱*

Pourquoi l'immigration? 21 questions que se posent les Belges sur les migrations internationales au 21^e siècle, Jean-Michel Lafleur & Abdeslam Marfouk, Academia-L'Harmattan, disponible gratuitement sur www.news.uliege.be/21questions

LES SANS-PAPIERS SONT-ILS UN PROBLÈME?

Ce qui fait peur, c'est le nombre de sans-papiers qui "courent dans la nature". *"Techniquement, on ne connaît pas le nombre d'immigrés sans papiers. Ils seraient entre 90 et 170.000 à vivre clandestinement chez nous, très souvent après avoir eu un titre de séjour légal pour étudier ou travailler en Belgique. Cela représente entre 7 et 13 % de la population étrangère résidant en Belgique. Cela fait peut-être peur car leur travail ne génère pas de contributions sociales directes mais c'est aussi un assez bon deal pour des entrepreneurs peu scrupuleux",* avance Jean-Michel Lafleur. Ils n'ont droit à rien et donc ne coûtent rien à l'État, ils travaillent sur le marché noir et contribuent ainsi à créer de la richesse comme dans l'Horeca ou la construction.